

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mai 2000

FAITS SAILLANTS

-  **Malgré la stagnation de la croissance de l'emploi, en avril, le taux de chômage au Canada est resté le même (6,8 %).**
-  **La diminution de l'activité dans la fabrication d'automobiles a fait fléchir la production en février, pour une première fois depuis 19 mois.**
-  **En février, l'excédent commercial du Canada a légèrement reculé par rapport au montant record enregistré le mois précédent.**
-  **La poussée soudaine des prix de l'énergie a fait grimper l'IPC, mais elle n'a pas encore touché les autres secteurs de l'économie.**
-  **Les taux d'intérêt ont augmenté en prévision d'une majoration des taux par la Banque du Canada.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	766,8	-0,4	3,8	Févr.
Biens	257,4	-1,1	5,6	Févr.
Services	509,4	0,0	3,0	Févr.
Indice composite	160,1	1,1	7,9	Mars
Emplois (En milliers)	14 863	0,0	2,9	Avril
Temps plein	12 161	-0,2	3,1	Avril
Temps partiel	2 702	1,3	1,9	Avril
Chômage (En %)	6,8	6,8	8,2	Avril
Jeunes*	12,9	13,0	15,3	Avril
Adultes*	5,6	5,6	6,7	Avril
Inflation mesurée par l'IPC*	3,0	2,7	1,0	Mars
Ventes au détail (En M\$)	22 273	-1,1	4,9	Févr.
Mises en chantier (En milliers)	158,3	-5,4	9,5	Avril
Balance commerciale* (En M\$)	3 962	4 503	2 295	Févr.
Exportations	32 317	-2,6	12,9	Févr.
Importations	28 355	-1,2	7,7	Févr.
M&É	9 255	-3,3	2,2	Févr.
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,71	5,46	4,80	3 mai
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,87	5,84	5,41	3 mai
Dollar canadien* (En cents US)	67,12	67,56	68,63	5 mai

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mai 2000

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 5 mai 2000. Il a été préparé par Marianne Blais, Julie Dubois, Joe Macaluso, Alison McDermott et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



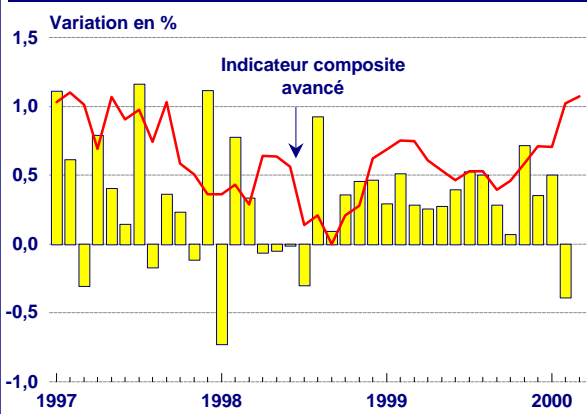
En février, l'activité économique a ralenti...

- En février, le PIB réel au coût des facteurs a fléchi de 0,4 %, ce qui a mis un terme à une longue série ininterrompue de 18 gains. La baisse de la production dans presque tout le secteur manufacturier est la principale cause de ce ralentissement, qui s'est produit après trois mois de solide croissance.

...principalement en raison d'une baisse de la production dans l'industrie de l'automobile

- En février, la production de biens a régressé de 1,1 %, la diminution de la production dans le secteur manufacturier représentant la presque totalité de cette baisse. Le fléchissement observé dans la fabrication d'automobiles est le principal facteur responsable de ce recul, même si plusieurs autres industries ont affiché une baisse de la production. Ailleurs, dans le secteur des biens, l'affaiblissement de l'activité dans l'industrie de la construction a été contrebalancé par une hausse de la production dans les services publics, qui ont bénéficié de températures plus froides que d'habitude. Dans le secteur minier, la production a progressé pour un quatrième mois de suite, grâce à la vigueur de la production de gaz naturel et de l'extraction de minerais métalliques.
- Dans le secteur des services, la production a très peu changé en février, l'intensification importante de l'activité sur les marchés boursiers du secteur financier ayant pour effet d'atténuer les baisses observées dans d'autres secteurs. Outre le secteur financier, les services aux entreprises ont affiché une progression notable, sous l'impulsion des gains importants enregistrés par les services d'experts en informatique ainsi que les sociétés d'architectes, d'ingénieurs et de scientifiques. Le repli le plus marqué s'est produit dans le commerce de gros et le commerce de détail, les deux subissant le contrecoup de la baisse des ventes d'automobiles.

PIB réel au coût des facteurs

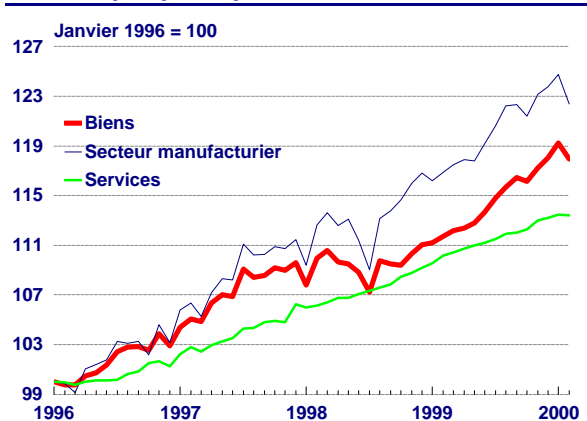


PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Février 2000	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	766 805	-2 975	-0,4	3,8
Secteur des entreprises	637 164	-3 088	-0,5	4,5
Biens	257 409	-2 820	-1,1	5,6
Agriculture	13 581	-44	-0,3	2,5
Pêche et piégeage	774	-18	-2,3	-3,7
Abattage du bois et foresterie	4 550	-146	-3,1	3,3
Exploitation minière*	28 262	95	0,3	6,8
Sect. manufacturier	139 554	-2 704	-1,9	4,7
Construction	43 836	-327	-0,7	7,2
Autres services publics	26 852	324	1,2	8,7
Services	509 396	-155	-0,0	3,0
Transport et entreposage	35 777	85	0,2	3,9
Communications	27 884	70	0,3	6,8
Commerce de gros	45 970	-602	-1,3	1,5
Commerce de détail	47 431	-766	-1,6	3,3
Finance et assurances	43 298	604	1,4	7,4
Agents d'ass. et agents imm.	80 311	107	0,1	2,2
Services commerciaux	45 612	301	0,7	8,0
Services gouvernementaux	46 016	110	0,2	2,2
Enseignement	40 510	22	0,1	0,3
Soins de santé et services sociaux	47 088	-78	-0,2	-0,4
Logement et alimentation	19 522	37	0,2	-0,8
Autres	29 977	-45	-0,1	1,6

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

PIB réel par principal secteur





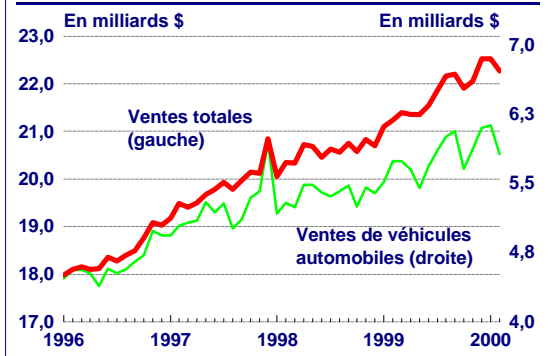
Les dépenses de consommation ont conservé leur vigueur au quatrième trimestre...

- La consommation réelle s'est accrue de 3,8 % (taux annuel) au quatrième trimestre, soit à un rythme légèrement plus lent que celui du trimestre précédent.
- La hausse des dépenses de consommation a surtout été le fait, encore une fois, des biens durables. Les ventes ont également profité des célébrations de l'an 2000 ainsi que de l'accumulation possible de provisions dans l'éventualité de problèmes liés au passage à l'an 2000.

...mais elles ont ralenti au début de la nouvelle année

- En février, les ventes au détail ont reculé de 1,1 % après être restées au même point de décembre à janvier. Elles ont, en effet, diminué dans tous les groupes commerciaux sauf l'alimentation, qui a repris sa trajectoire ascendante après avoir connu une situation plutôt inhabituelle liée au passage à l'an 2000 (une importante progression des ventes en décembre suivie d'une baisse en janvier).
- Le secteur de l'automobile est celui qui a subi la plus grave baisse des ventes au détail. Parmi les autres catégories ayant enregistré un recul marqué, notons les marchandises diverses, les meubles et les vêtements.
- Malgré des résultats décevants pour un deuxième mois de suite, le niveau de confiance des consommateurs reste élevé. De plus, selon des données préliminaires, les ventes d'automobiles pour mars sont encourageantes, et les ventes au détail en général ont amorcé une tendance à la hausse, augmentant de 4,9 %, d'une année à l'autre, en février.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

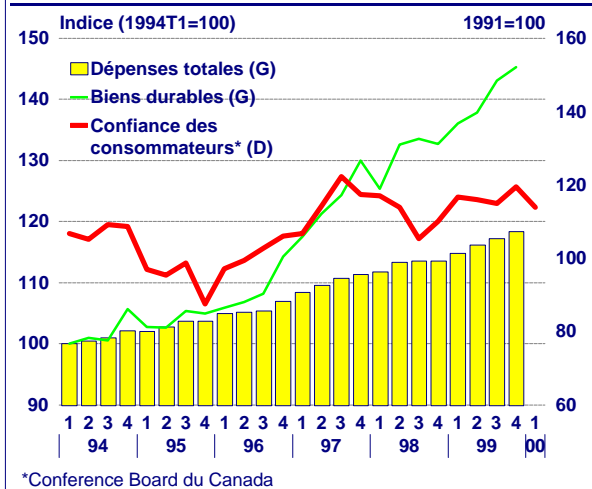
Février 2000	Variation en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	22 273	-1,1	4,9
Alimentation	4 949	1,8	2,2
Pharmacies	1 109	-1,1	-0,4
Vêtements	1 220	-1,3	2,5
Meubles	1 207	-1,3	10,4
Automobiles	8 853	-2,5	7,3
Magasins de march. diverses	2 550	-1,5	4,8
Tous les autres magasins	2 387	-1,2	3,4
Total excluant véhicules automobiles	16 455	0,4	6,2
Crédit à la consommation	179 877	1,4	12,7

(Données non révisées)

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		1999	
	1998	1999	T3	T4
Consommation réelle (En \$ 1992)	485 906	501 227	503 948	508 636
Variation en %	2,8	3,2	3,9	3,8
Biens durables	66 801	71 628	72 896	74 036
Variation en %	6,3	7,2	15,9	6,4
Biens semi-durables	46 526	47 806	48 212	48 056
Variation en %	4,9	2,8	4,5	-1,3
Biens non durables	119 521	121 761	121 860	122 900
Variation en %	1,0	1,9	1,5	3,5
Services	253 058	260 032	260 980	263 644
Variation en %	2,3	2,8	1,9	4,1
Revenu disponible	552 778	572 101	575 448	582 692
Variation en %	3,4	3,5	4,9	5,1
Taux d'épargne (En %)	2,3	1,4	1,1	1,1
Ratio d'endettement (En %)	98,3	99,9	99,9	99,9

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs





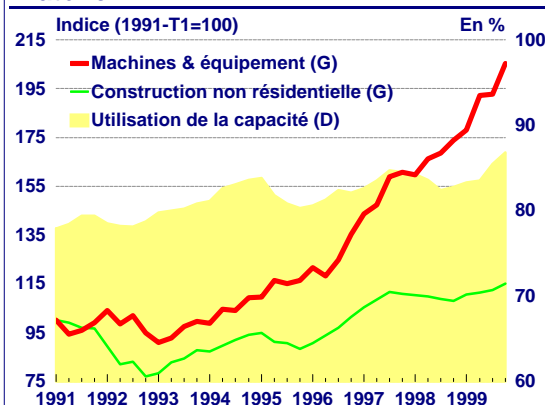
Les investissements des entreprises ont repris de la vigueur au quatrième trimestre...

- Au quatrième trimestre, les investissements des entreprises ont grimpé de 17,9 % (taux annuel), après avoir connu un répit au trimestre précédent. Cette progression est surtout attribuable à l'importante hausse de 29,1 % des dépenses relatives aux M&É et aux investissements importants dans les ordinateurs, le matériel de transport et l'équipement de télécommunications.
- La construction non résidentielle s'est, elle aussi, améliorée, progressant de 9,3 % au quatrième trimestre. La forte croissance observée dans les ouvrages a été en partie annulée par la légère baisse enregistrée dans la construction de bâtiments.

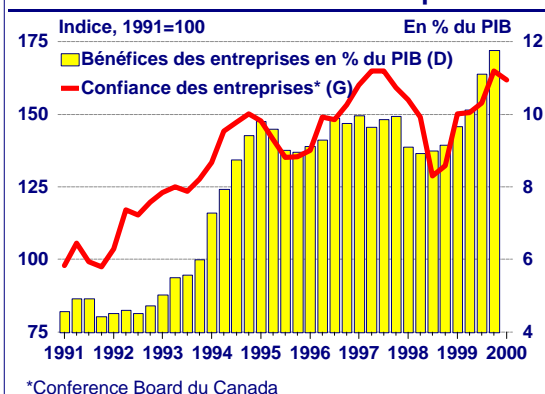
...et il semble qu'ils continueront leur progression

- Plusieurs indicateurs clés laissent présager des perspectives favorables à l'investissement en 2000. D'une part, les bénéfices d'exploitation des entreprises se sont fortement redressés en 1999, ce qui a favorisé l'augmentation de la confiance des entreprises tout au long de l'année. D'autre part, le taux d'utilisation de la capacité a atteint un sommet inégalé depuis plus de dix ans.
- Les données connues pour le premier trimestre sont en général encourageantes. En janvier et en février, le taux d'activité dans la construction non résidentielle était supérieur de 2,6 % au taux moyen enregistré au quatrième trimestre. En février, les importations de M&É ont fléchi, après avoir connu de fortes hausses aux deux mois précédents.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1998	1999	1999 T1	1999 T2	1999 T3	1999 T4
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	64 701	74 357	68 924	74 380	74 600	79 524
Variation en %	9,5	14,9	10,1	35,6	1,2	29,1
Construction non résidentielle (1992\$)	39 110	40 217	39 572	39 896	40 248	41 152
Variation en %	0,1	2,8	9,4	3,3	3,6	9,3
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,3	84,8	83,3	83,5	85,5	86,8
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	83,8	85,7	84,0	84,2	86,7	87,8
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	132 032	158 142	144 828	149 124	162 940	175 676
Variation en %	-9,6	19,8	20,7	12,4	42,5	35,1
Bénéfices - Industries non financières	82 442	114 266	99 548	104 300	121 592	131 624
Variation en %	-9,2	38,6	45,8	20,5	84,7	37,3
Bénéfices - Industries financières	49 590	43 876	45 280	44 824	41 348	44 052
Variation en %	-10,1	-11,5	-18,0	-4,0	-27,6	28,8
Crédit aux entreprises	686 621	716 816	708 232	709 495	720 157	729 379
Variation en %	9,9	4,4	3,3	0,7	6,1	5,2



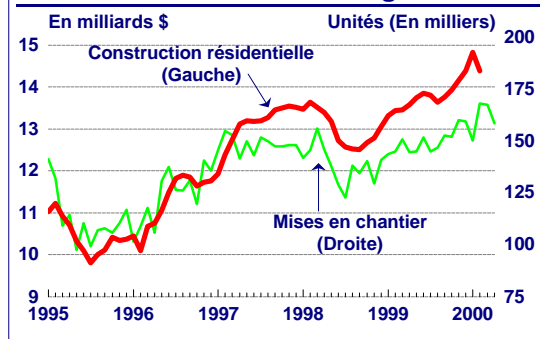
Au quatrième trimestre, le marché du logement s'est ressaisi...

- Les investissements des entreprises dans la construction résidentielle a fait un bond de 8,1 % (taux annuel) au quatrième trimestre, soit plus du double du taux observé au troisième trimestre.
- Les dépenses relatives aux travaux de rénovation ont enregistré la plus forte hausse. Jumelées à l'intensification importante de l'activité dans la construction de logements neufs, celles-ci ont plus que contrebalancé la baisse des frais de propriété et de transfert.

...et il conserve sa vigueur en 2000

- Dans le secteur du logement, les perspectives pour 2000 demeurent bonnes, malgré les possibilités de majoration des taux hypothécaires.
- Le nombre de permis accordés dans le secteur de la construction résidentielle a crû de 11,1 % en mars, après avoir diminué aux deux mois précédents. De plus, malgré un recul en février, le niveau d'activité moyen dans la construction résidentielle, observé en janvier et février, est supérieur de 3,2 % à celui du quatrième trimestre.
- La vente de logements existants reste vigoureuse, ayant progressé sensiblement durant les trois premiers mois de l'année. Par contre, le nombre de mises en chantier s'est légèrement replié en avril après avoir augmenté de 4,8 % au premier trimestre de 2000.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

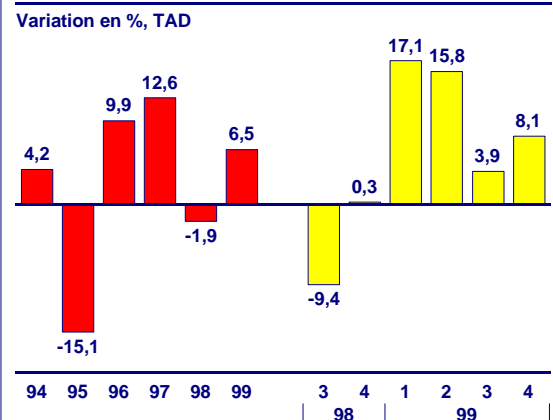
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	14 384	-3,0%	7,0%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 853	11,1%	10,9%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	21 018	1 189	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	158 300	-9 000	13 700
Terre-Neuve	1 400	100	0
Île-du-Prince-Édouard	200	-400	-100
Nouvelle-Écosse	3 000	-1 500	-900
Nouveau-Brunswick	1 900	-200	400
Québec	19 400	-2 400	-200
Ontario	70 500	-7 900	9 500
Manitoba	1 800	200	-800
Saskatchewan	1 600	-400	-700
Alberta	21 300	400	4 000
Colombie-Britannique	13 900	3 200	2 000

1 - Données de février 2 - données de mars 3- données d'avril
Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1998	1999	1999 T3	1999 T4
Construction résidentielle	41 547	44 248	44 640	45 508
Variation en %	-1,9	6,5	3,9	8,0
Construction par secteur	41 422	44 116	44 508	45 384
Variation en %	-1,9	6,5	3,9	8,1
Logements neufs	20 695	22 158	22 376	23 052
Variation en %	-3,5	7,1	8,7	12,6
Travaux de réparation et d'amélioration	13 645	14 415	14 216	14 904
Variation en %	2,5	5,6	-4,9	20,8
Frais de propriété et de transfert	7 207	7 316	8 048	7 552
Variation en %	-5,1	1,5	7,7	-22,5

Croissance de la construction résidentielle réelle





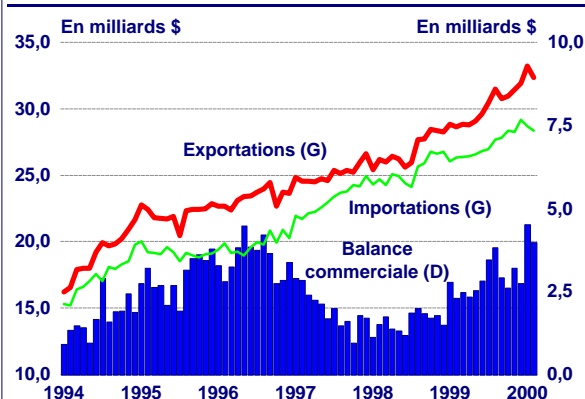
En février, les exportations ont diminué...

- En février, les exportations ont reculé de 2,6 %, annulant ainsi en partie la forte hausse enregistrée en janvier. Cette baisse peut être attribuée en grande partie à la diminution des exportations de produits automobiles, qui se sont repliées de 14,1 %. Le ralentissement observé dans la fabrication d'automobiles est principalement responsable de cette baisse puisque la demande américaine de modèles fabriqués au Canada est restée forte. Le renchérissement du pétrole a stimulé les exportations de produits énergétiques pour un quatrième mois d'affilée.
- En février, les importations ont reculé pour un deuxième mois de suite, cette fois, de 1,2 %. Les importations de M&É ont diminué de 3,3 %, dans la foulée de la baisse des importations de téléphones, d'équipement de télécommunications et de compresseurs. Les importations de produits énergétiques ont profité de la hausse des prix du pétrole et du volume important des importations de kérosène.

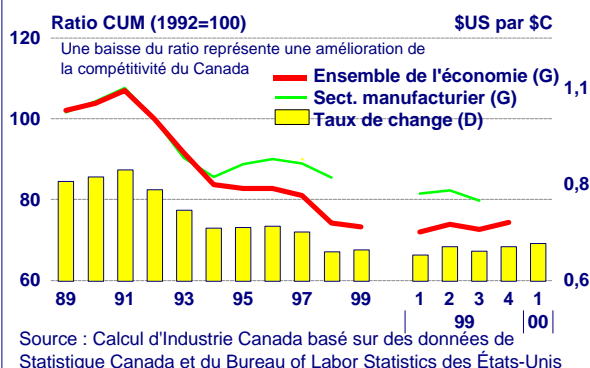
...mais l'excédent commercial du Canada est resté élevé

- Comme la baisse des exportations a été plus forte que la baisse des importations, l'excédent au titre du commerce des marchandises du Canada s'est replié, passant à 4,0 milliards de dollars en février. Même s'il est inférieur au sommet atteint en janvier (4,5 milliards de dollars), l'excédent est l'un des deux plus importants depuis 1996.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Février 2000	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %
	Janv. 2000	Févr. 2000	Janv.-févr. 1999	Janv.-févr. 2000	Janv.-févr. 2000	Janv.-févr. 2000	Févr. 1999- févr. 2000
Exportations	33 191	32 317	57 439	65 508	-874	-2,6	12,9
vers les États-Unis	28 504	27 471	48 919	55 975	-1 033	-3,6	13,0
Importations	28 688	28 355	52 372	57 043	-333	-1,2	7,7
en provenance des États-Unis	21 568	21 291	40 531	42 859	-277	-1,3	5,6
Balance commerciale	4 503	3 962	5 067	8 465	-541		
avec les États-Unis	6 936	6 180	8 388	13 116	-756		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 201	2 139	4 224	4 340	-62	-2,8	0,7
Produits énergétiques	3 311	3 761	3 593	7 072	450	13,6	111,4
Produits de la forêt	3 567	3 416	6 196	6 983	-151	-4,2	10,6
Biens et matériaux industriels	5 081	5 187	9 338	10 268	106	2,1	9,6
Machines et équipement	7 750	7 775	13 633	15 525	25	0,3	15,5
Produits automobiles	8 878	7 626	15 898	16 504	-1 252	-14,1	-3,7
Autres biens de consommation	1 163	1 166	2 291	2 329	3	0,3	3,4
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 518	1 487	2 902	3 005	-31	-2,0	4,1
Produits énergétiques	1 182	1 332	1 252	2 514	150	12,7	105,9
Produits de la forêt	246	237	432	483	-9	-3,7	7,2
Biens et matériaux industriels	5 530	5 564	9 930	11 094	34	0,6	12,5
Machines et équipement	9 570	9 255	17 686	18 825	-315	-3,3	2,2
Produits automobiles	6 410	6 336	12 205	12 746	-74	-1,2	4,9
Autres biens de consommation	3 187	3 099	5 991	6 286	-88	-2,8	2,7

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Emploi et chômage

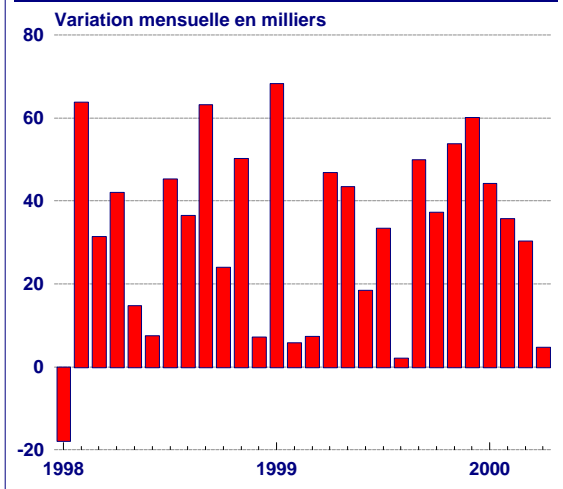
Malgré le ralentissement de la croissance de l'emploi observé en avril...

- Le nombre d'emplois n'a augmenté que de 5 000 en avril. Il s'agit d'un ralentissement considérable comparativement à l'augmentation de 45 000 emplois en moyenne au cours des sept mois précédents.
- Contrairement à ce qui s'est passé ces derniers mois, tous les emplois créés en avril ont été des emplois à temps partiel (+34 000), le nombre d'emplois à temps plein fléchissant de 29 000. Néanmoins, l'emploi à temps plein a progressé plus rapidement que l'emploi à temps partiel au cours des 12 derniers mois (3,1 % contre 1,9 %). Le nombre total d'heures travaillées a augmenté de 2,9 % au cours de la même période.

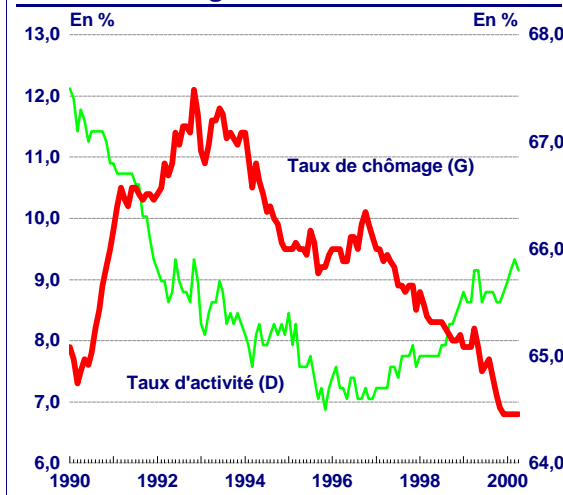
...le taux de chômage se situe toujours à 6,8 %

- Malgré le ralentissement de la croissance de l'emploi, en avril, la diminution de la population active a permis au Canada d'afficher le même taux de chômage, 6,8 %, pour un cinquième mois consécutif. Le taux de chômage national est le plus faible qui ait été observé depuis avril 1976.
- En avril, le taux de chômage chez les adultes est resté à 5,6 %. De plus, grâce à de modestes gains d'emplois, le taux de chômage chez les jeunes a baissé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 12,9 %.

Emploi



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Avril 1999	Mars 2000	Avril 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 448,8	14 857,8	14 862,6	4,8	413,8	115,1	0,0	2,9
Temps plein	11 796,9	12 189,8	12 160,9	-28,9	364,0	65,5	-0,2	3,1
Temps partiel	2 651,9	2 668,0	2 701,7	33,7	49,8	49,6	1,3	1,9
Jeunes 15-24	2 188,6	2 265,4	2 272,4	7,0	83,8	18,3	0,3	3,8
Adultes 25+	12 260,2	12 592,5	12 590,2	-2,3	330,0	96,9	-0,0	2,7
Travailleurs indépendants	2 471,0	2 505,3	2 408,1	-97,2	-62,9	-100,9	-3,9	-2,5
Chômage	1 282,2	1 086,3	1 079,3	-7,0	-202,9	4,4	-0,6	-15,8
Taux de chômage	8,2	6,8	6,8	0,0	-1,4	0,0		
Jeunes 15-24	15,3	13,0	12,9	-0,1	-2,4	-0,2		
Adultes 25+	6,7	5,6	5,6	0,0	-1,1	0,0		
Population active	15 731,0	15 944,1	15 941,9	-2,2	210,9	119,6	-0,0	1,3
Taux d'activité	65,8	65,9	65,8	-0,1	0,0	0,2		
Taux d'emploi	60,5	61,4	61,4	0,0	0,9	0,2		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

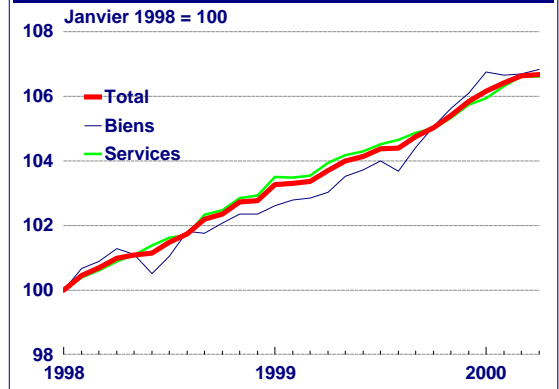
Dans les secteurs des biens et des services, la croissance de l'emploi est faible...

- En avril, le nombre d'emplois dans le secteur des biens a augmenté de 5 000. Les légers gains enregistrés par les industries de la fabrication et de l'exploitation des ressources naturelles ont été largement contrebalancés par les pertes subies par l'agriculture et la construction.
- Dans le secteur des services, l'emploi est resté le même. Les soins de santé et l'assistance sociale ont affiché la plus forte augmentation, portant à 99 000 le nombre d'emplois créés au cours des 12 derniers mois (dont un tiers dans les hôpitaux). Malgré les pertes qu'ils ont subies, le commerce et les services d'enseignement affichent de bien meilleurs résultats comparativement à l'an dernier.

...les gains étant le fait, pour la plupart, du secteur privé

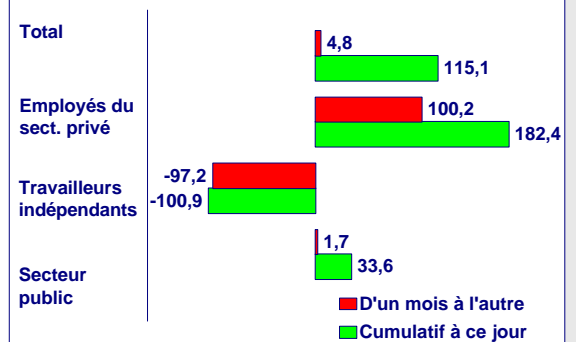
- En avril, le nombre d'employés rémunérés dans le secteur privé a augmenté de 100 000, alors que celui des travailleurs autonomes a fléchi de 97 000.
- Statistique Canada a fait remarquer que l'inclusion, dans l'enquête d'avril, de questions supplémentaires sur le travail indépendant a peut-être eu une incidence sur les données concernant le travail indépendant, ce qui expliquerait que l'emploi total est le même.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Avril 2000 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Avril 1999	Mars 2000	Avril 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 753,4	3 887,4	3 892,1	4,7	138,7	26,8	0,1	3,7
Agriculture	417,6	397,8	385,7	-12,1	-31,9	-13,4	-3,0	-7,6
Autres ind. primaires*	266,9	277,1	284,6	7,5	17,7	9,3	2,7	6,6
Services publics	115,4	114,3	115,0	0,7	-0,4	-0,4	0,6	-0,3
Construction	769,6	824,3	820,5	-3,8	50,9	13,1	-0,5	6,6
Fabrication	2 183,8	2 273,8	2 286,3	12,5	102,5	18,1	0,5	4,7
Services	10 695,4	10 970,4	10 970,4	0,0	275,0	88,2	0,0	2,6
Commerce	2 243,1	2 307,1	2 294,1	-13,0	51,0	22,4	-0,6	2,3
Transport	735,0	782,0	784,9	2,9	49,9	20,7	0,4	6,8
FASI*	857,7	863,7	860,4	-3,3	2,7	-4,9	-0,4	0,3
Services prof./scientifiques	903,1	912,9	916,2	3,3	13,1	-10,3	0,4	1,5
Administration et gestion	505,9	528,3	538,9	10,6	33,0	21,4	2,0	6,5
Enseignement	969,0	994,6	982,4	-12,2	13,4	-19,3	-1,2	1,4
Soins de santé/assist. sociale	1 429,6	1 517,7	1 528,9	11,2	99,3	57,0	0,7	6,9
Information, culture, loisirs	622,4	638,1	637,3	-0,8	14,9	1,1	-0,1	2,4
Hébergement et restauration	920,2	963,9	967,0	3,1	46,8	16,4	0,3	5,1
Autres services	730,1	690,4	682,9	-7,5	-47,2	-26,0	-1,1	-6,5
Administration publique	779,3	771,6	777,7	6,1	-1,6	9,9	0,8	-0,2

* Autres industries primaires : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



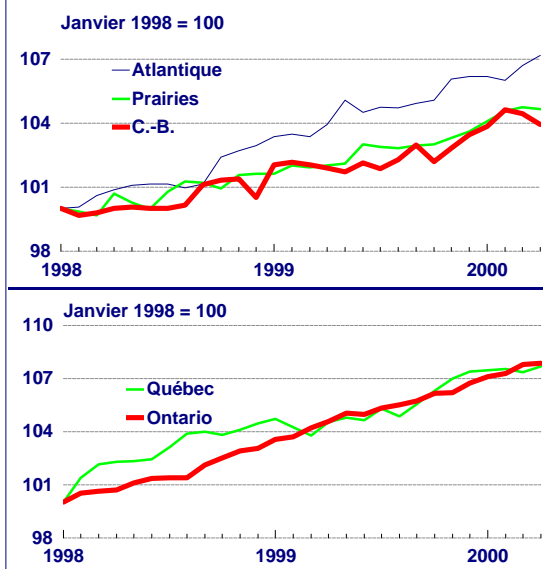
En avril, le Québec et le Manitoba ont mené la croissance de l'emploi...

- Sept provinces sur dix, avec en tête le Québec et le Manitoba, ont affiché une hausse de l'emploi, en avril.
- En avril, seules la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont accusé une baisse de l'emploi.

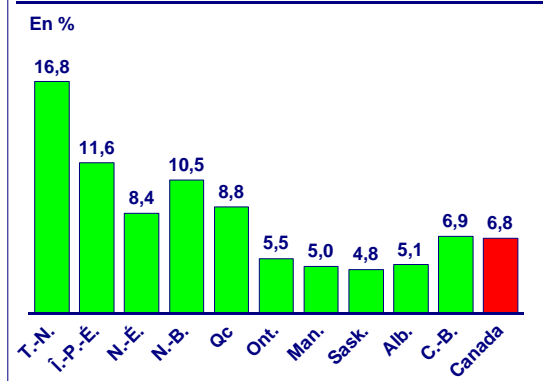
...mais les taux de chômage sont restés relativement les mêmes dans presque toutes les provinces

- Terre-Neuve est la province où le taux de chômage a le plus diminué. Les gains d'emplois, jumelés à la baisse de la population active, ont fait fléchir de 1,0 point de pourcentage le taux de chômage, qui s'est fixé à 16,8 %. Il s'agit du plus haut taux de chômage au Canada.
- Les gains d'emplois dont ont profité le Manitoba et la Nouvelle-Écosse ont mené à d'importantes baisses des taux de chômage. D'ailleurs, le taux de chômage en Nouvelle-Écosse est passé à son niveau plancher des 24 dernières années, 8,4 %.
- En Colombie-Britannique, les pertes d'emplois ont été contrebalancées par une diminution encore plus grande de la population active, ce qui a fait légèrement baisser le taux de chômage.
- Quant à la Saskatchewan et à l'Alberta, les pertes d'emplois ont fait monter le taux de chômage. Le taux de chômage a également progressé au Québec et au Nouveau-Brunswick, malgré une forte croissance de l'emploi, étant donné que le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a crû dans une plus large mesure.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Avril 2000



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)			
	Niveaux Avril 2000	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		l'an dernier	
Canada	14 862,6	4,8	0,0	413,8	2,9	6,8	0,0	-1,4
Terre-Neuve	206,1	0,8	0,4	7,6	3,8	16,8	-1,0	-2,1
Î.-P.-É.	65,7	0,2	0,3	4,7	7,7	11,6	0,0	-3,8
Nouvelle-Écosse	423,0	2,1	0,5	13,6	3,3	8,4	-0,5	-0,8
Nouveau-Brunswick	333,1	1,7	0,5	5,4	1,6	10,5	0,1	-0,2
Québec	3 435,1	9,9	0,3	100,5	3,0	8,8	0,2	-1,3
Ontario	5 834,6	2,3	0,0	177,6	3,1	5,5	-0,1	-1,5
Manitoba	555,9	5,3	1,0	15,4	2,8	5,0	-0,6	-0,8
Saskatchewan	488,0	-3,2	-0,7	10,6	2,2	4,8	0,2	-1,6
Alberta	1 583,6	-4,7	-0,3	40,1	2,6	5,1	0,1	-0,8
C.-B.	1 937,5	-9,6	-0,5	38,3	2,0	6,9	-0,1	-1,9



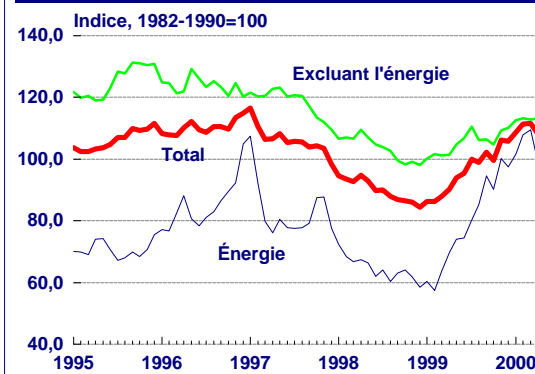
En mars, la hausse des prix de l'énergie a fait monter l'inflation...

- En mars, la hausse de 22,4 % des prix de l'énergie a fait grimper l'inflation, portant celle-ci à 3,0 %, soit la plus forte augmentation, mesurée d'une année à l'autre, depuis décembre 1991.
- D'un mois à l'autre, les prix ont augmenté de 0,7 %. Il s'agit, encore une fois, de la plus forte hausse depuis 1991. Cette augmentation est principalement attribuable au renchérissement de l'essence, mais la hausse des coûts des vêtements pour femmes et des voyages y est aussi pour quelque chose. La baisse des prix du mazout — la première en un an — et des fruits frais a annulé en partie ces augmentations.

...mais le taux d'inflation de « base » est resté dans les limites de la fourchette cible officielle

- La hausse des prix de l'énergie ne s'est pas propagée aux autres secteurs de l'économie. Excluant l'énergie, les aliments et l'incidence des impôts indirects, le taux d'inflation de « base » s'est fixé à 1,5 %, en mars. Il demeure donc dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- En glissement annuel, les prix des produits de base se sont accrus de 20,1 %, en avril. Cette augmentation est surtout attribuable au renchérissement de l'énergie, dont les prix ont monté de 42,7 %, mais aussi à la hausse des prix des produits de base non énergétiques.

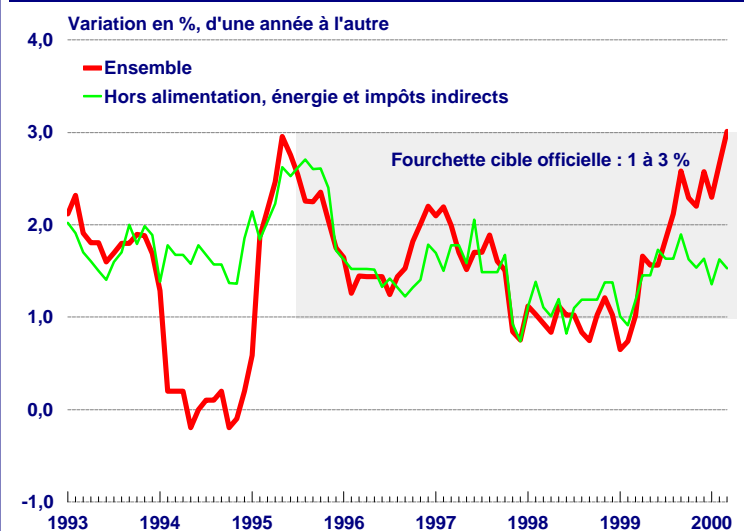
Prix des produits de base (\$ US)



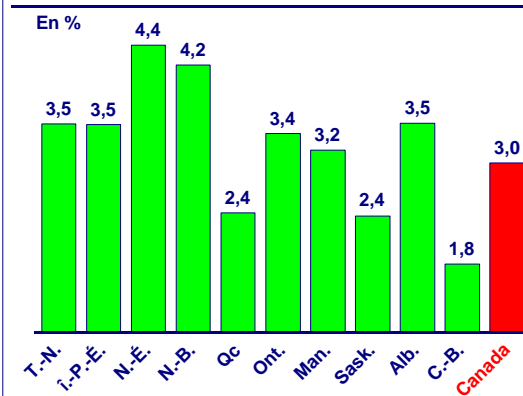
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
Mars 2000			
IPC - Ensemble	112,8	0,7	3,0
Alimentation	111,1	0,5	0,4
Logement	107,5	0,1	2,9
Équipement du ménage	109,7	0,4	0,9
Habillement et chaussures	106,5	1,1	0,3
Transport	131,1	2,0	8,1
Santé et soins personnels	111,0	-0,1	1,6
Loisirs, formation et lecture	120,8	0,8	3,0
Alcool et tabac	96,7	0,3	3,2
IPC hors alimentation et énergie	113,0	0,4	1,5
Énergie	127,0	4,0	22,4
Prix des produits de base (avril)			
Indice, 1982-1990=100	108,3	-3,0	20,1
Excluant l'énergie	113,1	0,3	11,6
Énergie	99,3	-9,3	42,7

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Mars 2000





Taux d'intérêt à court terme et à long terme

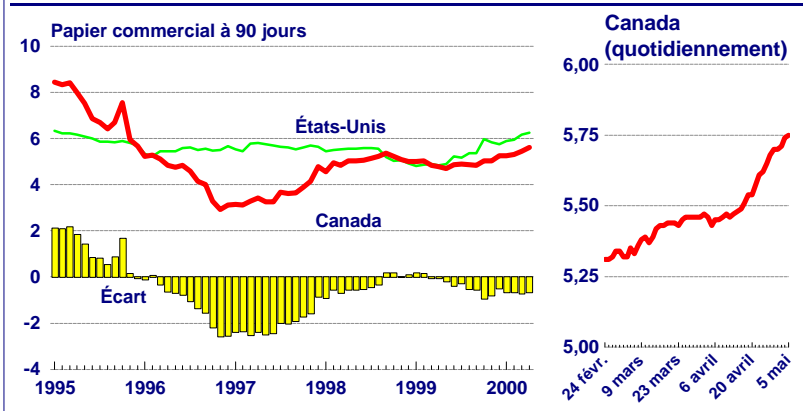
En avril, les taux d'intérêt à court terme ont augmenté...

- Tout au long d'avril, les taux d'intérêt à court terme ont augmenté en prévision d'une majoration des taux par la Banque du Canada en mai. Cette intervention attendue témoigne de la nécessité de contenir l'inflation dans la fourchette cible officielle de 1 % à 3 % et de la pression qu'exerce la hausse escomptée des taux d'intérêt aux États-Unis.
- Les taux d'intérêt à court terme ont clôturé à 5,71 %, le 3 mai, en hausse de 25 points de base par rapport au taux de clôture de mars. Puisque les taux américains se situaient également sur une courbe ascendante au cours de la même période, les taux d'intérêt canadiens à court terme sont inférieurs de près de 80 points de base aux taux américains comparables.

...à l'instar des rendements des obligations à long terme

- Les taux d'intérêt à long terme ont clôturé à 5,87 %, le 3 mai, soit trois points de base seulement de plus qu'à la fin de mars. Toutefois, cette apparente stabilité cache une forte volatilité en avril et au début mai. Après avoir chuté à 5,66 %, le 10 avril, les taux longs ont grimpé pour se situer tout juste sous la barre des 6,0 % vers la fin d'avril. La publication de données montrant que l'économie américaine reste très vigoureuse a alimenté les craintes d'inflation et fait monter les rendements des obligations des deux côtés de la frontière.
- L'écart entre les taux d'intérêt à long terme au Canada et aux États-Unis s'est presque effacé à la fin d'avril. Toutefois, la baisse des rendements des obligations canadiennes au début de mai a contribué à accroître cet écart, celui-ci se fixant, au 3 mai, à 24 points de base en faveur du Canada.

Taux d'intérêt à court terme

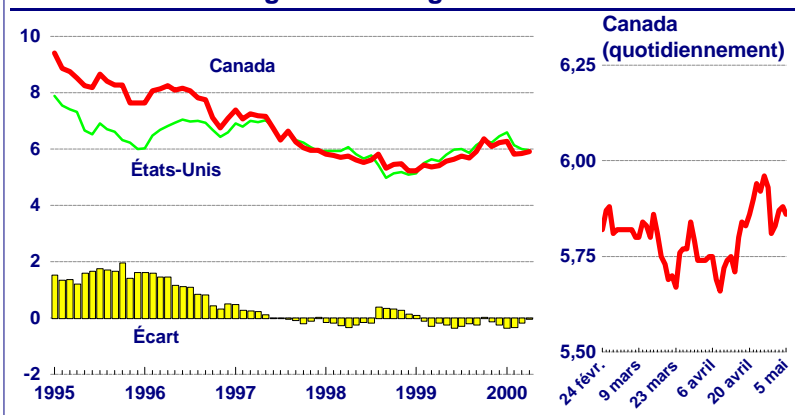


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Nov. 1999	5,05	-0,80	6,10	-0,12
Déc.	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Janv. 2000	5,25	-0,64	6,27	-0,33
Févr.	5,31	-0,64	5,83	-0,31
Mars	5,46	-0,72	5,84	-0,15
Avril	5,62	-0,64	5,92	-0,03
3 mai	5,71	-0,79	5,87	-0,24

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an / cinq ans	
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Nov. 1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Déc.	5,00	6,50	7,35	8,25
Janv. 2000	5,00	6,50	7,60	8,55
Févr.	5,25	6,75	7,60	8,55
Mars	5,50	7,00	7,70	8,35
Avril	5,50	7,00	7,70	8,35
3 mai	5,50	7,00	7,90	8,55

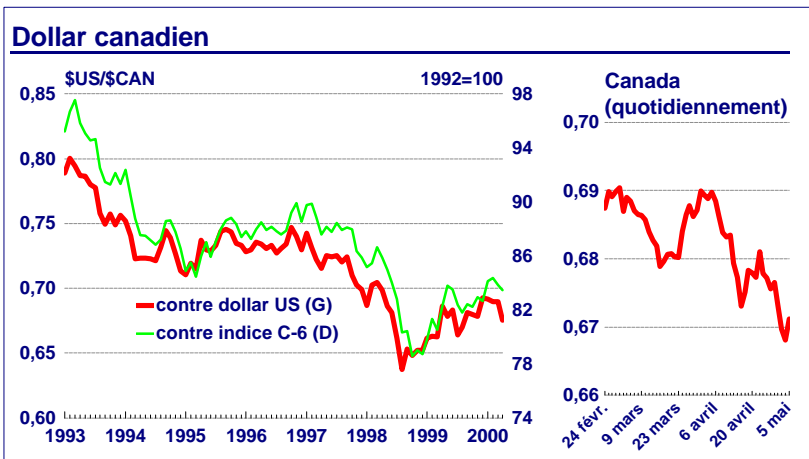


En avril, les prix des actions ont glissé...

- Après s'être hissé au-dessus des 10 000 points en mars, le TSE 300 s'est replié, se situant sous les 8 500 points, le 14 avril. Une liquidation massive des actions de technologie a fait chuter l'indice à son niveau le plus bas depuis la fin de janvier. Celui-ci a, par la suite, repris une partie du terrain perdu, terminant le mois à 9 348, ce qui est inférieur aux sommets enregistrés dernièrement, mais tout de même supérieur de 33,3 % au niveau observé il y a un an.
- L'indice américain à forte composante technologique, Nasdaq, a perdu 7,1 % le 12 avril et 9,7 % le 14 avril. Il s'agit des deux plus fortes baisses en un jour jamais enregistrées. De fait, le Nasdaq a perdu plus de 20 % au cours de la même semaine, avant de récupérer une partie de ses pertes durant les deux dernières semaines du mois. Les indices américains S&P 500 et Dow-Jones ont accusé des pertes moins prononcées au cours du mois, diminuant de 3,1 % et de 1,7 %, respectivement. Malgré les graves pertes qu'il a essuyées en avril, le Nasdaq est en hausse de 51,4 % par rapport à la même période l'année dernière, un résultat beaucoup plus impressionnant que celui des indices traditionnels.

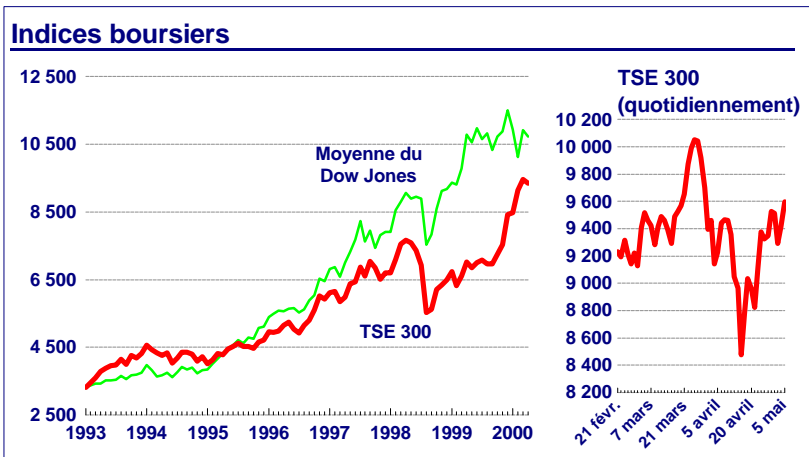
...et le dollar s'est affaibli

- Durant presque tout avril, le dollar s'est affaibli, terminant le mois à 0,6756 cents US. La crainte que la Banque du Canada ne procède pas à une augmentation des taux d'intérêt aussi importante (50 points de base) que celle prévue aux États-Unis, a exercé, au début de mai, une pression à la baisse sur le dollar, qui s'est replié sous la barre des 0,67 cents US pour la première fois depuis octobre.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Nov. 1999	0,6782	82,96	1,291	71,29
Déc. 1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Janv. 2000	0,6918	84,15	1,333	72,77
Févr. 2000	0,6898	84,39	1,370	75,43
Mars 2000	0,6899	83,84	1,388	72,77
Avril 2000	0,6756	83,47	1,409	71,90
5 mai 2000	0,6712			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - avril	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	9 348	-1,2	33,3
<i>Pétrole et gaz</i>	6 623	6,5	12,7
<i>Métaux et minéraux</i>	3 471	-2,1	-9,0
<i>Services publics</i>	15 693	-5,3	100,6
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	5 942	12,8	34,7
<i>Entreprises de distribution</i>	4 828	8,2	-12,1
<i>Services financiers</i>	7 749	2,4	-8,5
<i>Or</i>	4 206	6,1	-28,9
Coefficient de capitalisation des résultats*	28,3	-4,7	-1,9
S&P 500	1 452	-3,1	8,8
Dow Jones	10 734	-1,7	-0,5

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



Tendances de l'économie américaine

Au premier trimestre, l'économie américaine a conservé toute sa vigueur...

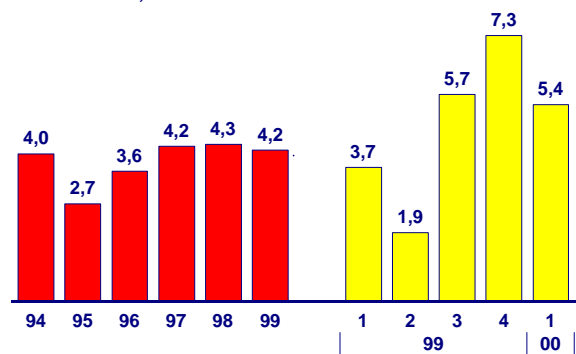
- Selon les estimations préliminaires, le PIB réel a augmenté de 5,4 % (taux annuel) au premier trimestre de 2000, après avoir crû de 7,3 % au trimestre précédent. La production a été stimulée par la forte augmentation des dépenses de consommation et des investissements en capital fixe non résidentiels. Une baisse des investissements dans les stocks ainsi que dans les exportations a modéré la croissance globale.
- Le déficit commercial des États-Unis a grimpé à 29,2 milliards de dollars en février, montant record pour un deuxième mois d'affilée. La hausse des importations (+1,5 %), surtout celles du pétrole brut, a fait gonfler le déficit, puisque les exportations ont légèrement reculé (-0,2 %).

...ce qui laisse présager l'éventualité d'une majoration des taux

- Aux États-Unis, le nombre d'emplois a augmenté de 340 000 en avril, soit la deuxième hausse en importance en deux mois. Les gains d'avril ont surtout été observés dans le commerce de détail, les services et les administrations publiques (encore une fois à cause de l'embauche de personnel temporaire affecté au recensement). Le taux de chômage, qui s'était maintenu à 4,1 % en février et en mars, est passé à 3,9 % en avril. C'est la première fois depuis janvier 1970 que le taux est inférieur à 4 %.
- L'indice des coûts salariaux a progressé de 1,4 % au premier trimestre, soit la plus forte augmentation depuis 1989. La baisse du taux de chômage et l'importante hausse des prix à la consommation, attribuable au renchérissement de l'énergie, portent de plus en plus à croire que la Réserve fédérale augmentera ses taux d'intérêt, à sa réunion du 16 mai, et que cette hausse pourrait atteindre 50 points.
- Néanmoins, la croissance de la productivité est toujours forte et contribuera à contenir l'inflation. La productivité du travail s'est améliorée de 2,4 % (taux annuel) au premier trimestre de l'année, après être montée en flèche (6,9 %) au quatrième trimestre de 1999.

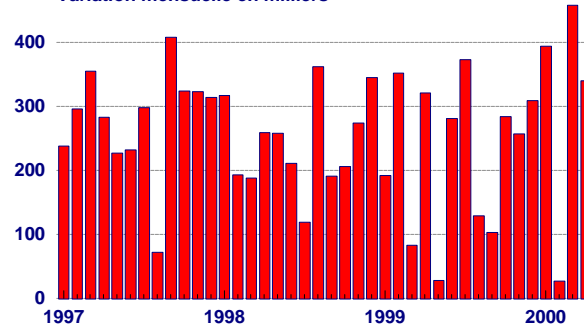
Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



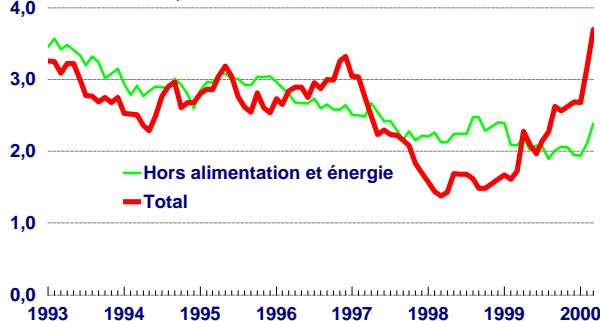
Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers

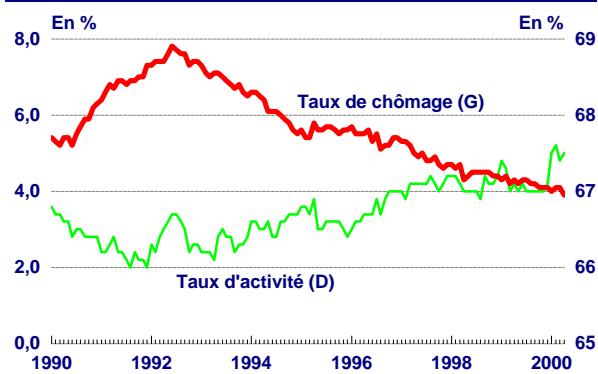


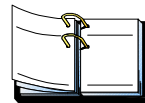
Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis





CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication - Mars	16 mai
Indice des prix à la consommation - Avril	18 mai
Commerce international - Mars	19 mai
PIB au coût des facteurs - Mars	31 mai
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 1er trimestre 2000	31 mai
Balance des paiements internationaux - 1er trimestre 2000	31 mai
Taux d'utilisation de la capacité - 1er trimestre 2000	7 juin
Enquête sur la population active - Mai	9 juin
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 1er trimestre 2000	9 juin
Investissements privés et publics au Canada : Perspective révisée pour 2000	19 juillet
Enquête sur la situation des entreprises - Octobre	2 novembre

ÉTATS-UNIS

Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	16 mai
Indice des prix à la consommation - Avril	16 mai
Commerce international - Mars	19 mai
PIB - 1er trimestre 2000, estimations préliminaires	25 mai
Situation de l'emploi - Mai	2 juin

Nota : Les IEM de février sont fondés sur les données connues au 5 mai 2000